

Dans le tiers-monde, un « grand confinement » dévastateur

Gilbert Achcar, *Le Monde diplomatique*, novembre 2020

[Md monde-diplomatique.fr/2020/11/ACHCAR/62397](https://monde-diplomatique.fr/2020/11/ACHCAR/62397)

Comment la pandémie de Covid-19 accroît la dépendance des pays pauvres

Avec la pandémie de Covid-19, la planète connaît sa plus grave crise économique depuis l'entre-deux-guerres. Explosion du chômage, insécurité alimentaire, décrochage scolaire... : si les effets du «grand confinement» se font ressentir partout, ils sont démultipliés dans les pays pauvres, où le secteur informel, par définition dénué de protection sociale, tient une place prépondérante.



De même que les conséquences du changement climatique se font sentir sous toutes les latitudes, la pandémie de Covid 19 n'épargne personne, chef d'État ou réfugié. On sait cependant que ces crises planétaires ne frappent pas tous les humains de la même manière. Outre qu'elle implique des vulnérabilités différentes selon l'âge et divers facteurs de risque, la pandémie, à l'instar du réchauffement climatique, a une incidence très diverse à l'échelle du monde, de même qu'au sein de chaque pays, selon les lignes de fracture traditionnelles entre riches et pauvres, Blancs et non-Blancs, etc. Certes, l'infection de M. Donald Trump a confirmé que le virus n'avait pas de considération pour le rang politique, mais le traitement exceptionnel dont a bénéficié le président américain, d'un coût estimé à plus de 100 000 dollars pour trois jours d'hospitalisation (1), montre bien que, si les humains sont tous égaux devant la maladie et la mort, certains, comme l'écrivait George Orwell dans *La Ferme des animaux*, sont «plus égaux que d'autres».

Comme de coutume, c'est le tiers-monde qui est le plus durement affecté par la crise économique en cours, que le Fonds monétaire international (FMI) a baptisée «grand confinement» dans son rapport semestriel d'avril 2020 (2) — une crise qui est d'ores et déjà la plus grave depuis la Grande Dépression de l'entre-deux-guerres. Le tiers-monde, c'est ce tiers état planétaire dont seuls quelques pays d'Asie orientale sont parvenus à se

détacher depuis que l'économiste Alfred Sauvy a créé l'appellation, en 1952. On le définira ici comme l'ensemble des pays à faible revenu, ainsi que de ceux à revenu intermédiaire (tranches inférieure et supérieure), selon le classement de la Banque mondiale, en exceptant la Chine et la Russie, qui, bien qu'étant des pays à revenu intermédiaire supérieur, sont des puissances mondiales.

Vulnérabilité des travailleurs informels

À l'échelle internationale, le «grand confinement» a entraîné une forte aggravation du chômage. Or l'impact social de ce chômage est bien plus fort dans les pays du tiers-monde que dans les pays riches, où des mesures coûteuses ont souvent été adoptées pour en atténuer les conséquences. L'équivalent de 332 millions d'emplois à temps plein ont été détruits en moyenne dans le monde au cours des trois premiers trimestres de 2020, soit 11,7% de perte par rapport au dernier trimestre de 2019. Parmi eux, 143 millions l'ont été dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (— 14%), 128 millions dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (— 11%) et 43 millions (— 9,4%) dans les pays riches, selon l'Organisation internationale du travail (OIT) (3). Et, si les États à faible revenu n'ont perdu «que» l'équivalent de 19 millions d'emplois (— 9%) durant la même période, ce chiffre traduit mal l'impact socio-économique de la crise qu'ils subissent. En effet, dans ces pays, comme dans ceux à revenu intermédiaire inférieur, la grande majorité des emplois et des activités indépendantes se situent dans le secteur informel, qui absorbe 60% du travail mondial et est, par définition, dépourvu de toute protection sociale.

Dans un rapport récent, la Banque mondiale estime que la pauvreté extrême — qu'elle définit comme le fait de devoir survivre avec moins de 1,90 dollar par jour — a augmenté en 2020, sous l'effet de la pandémie, pour la première fois depuis 1998, au lendemain de la crise financière asiatique de 1997 (4). L'Asie du Sud est la plus atteinte en chiffres absolus : de 49 à 56,5 millions de personnes de plus que ce qui avait été prévu avant la pandémie devraient passer en dessous du seuil cette année, ou y rester. Pour l'Afrique subsaharienne, ce sera entre 26 et 40 millions, ce qui confirme la position du sous-continent en tant que région du monde au taux d'extrême pauvreté le plus élevé. La variation se situera entre 17,6 et 20,7 millions de personnes pour les pays en développement d'Asie orientale (5); elle pourrait atteindre 4,8 millions en Amérique latine et 3,4 millions dans la région Proche-Orient - Afrique du Nord. Au total, selon la Banque mondiale, de 88 à 115 millions de personnes passeront sous le seuil de 1,90 dollar ou y resteront en 2020 à cause de la pandémie. L'accroissement net du nombre des très pauvres par rapport à 2019 se situera entre 60 et 86 millions.

Depuis 2013, déjà, l'accélération du changement climatique, dont les populations les plus pauvres sont les premières victimes, ainsi que les nouveaux conflits, dont ceux de Syrie, du Yémen et du Soudan du Sud, avaient provoqué un ralentissement du recul de la pauvreté. Le «grand confinement» a achevé de rendre hors de portée l'Objectif de développement durable relatif à la pauvreté extrême que l'Organisation des Nations

unies (ONU) avait fixé pour 2030 et qui visait à en réduire le taux mondial à 3%. Ce taux était encore de 10% en 2015, ce qui correspondait à 736 millions de personnes. Selon la Banque mondiale, il devrait se situer en 2030 à environ 7%.

En juillet, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA en anglais) des Nations unies a sonné l'alarme. M. Mark Lowcock, secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires, a résumé la situation dans son avant-propos au rapport : *«Des estimations récentes suggèrent que jusqu'à six mille enfants pourraient mourir chaque jour de causes évitables, en raison des effets directs ou indirects du Covid-19. L'accaparement des moyens de santé pourrait entraîner le doublement du nombre de morts du sida, de la tuberculose et du paludisme. La fermeture des écoles érodera la productivité, réduira les revenus sur toute la durée de la vie et accroîtra les inégalités. Le ralentissement économique, l'augmentation du chômage et la baisse de fréquentation des écoles accroissent la probabilité de la guerre civile, qui provoque famines et déplacements de populations (6).»*

Même en l'absence de nouvelles guerres, la famine a beaucoup progressé. Selon le rapport de l'OCHA, la pandémie l'a aggravée dans les zones où elle sévissait déjà et en a créé de nouveaux epicentres. Sans une assistance massive et rapide de la part des pays riches, le nombre des personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë devrait atteindre 270 millions avant la fin de l'année, contre 149 millions avant la pandémie. Or, en septembre, sur les 10,3 milliards de dollars demandés par l'OCHA, seuls 2,5 milliards avaient été versés, selon le rapport annuel du secrétaire général de l'ONU (7). Et ce n'est pas le million de dollars du prix Nobel de la paix décerné au Programme alimentaire mondial qui permettra de combler le trou. Serait-ce parce que la famine n'est pas contagieuse et ne passe pas les frontières avec les migrants, contrairement au virus? Le 13 octobre dernier, la Banque mondiale a alloué 12 milliards de dollars aux pays en développement pour un programme de vaccination et de tests anti-Covid 19.

L'exode urbain des migrants indiens

Par ailleurs, le programme «Chaque femme, chaque enfant», lancé par l'ONU en 2010 et géré conjointement par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), prévient dans son dernier rapport que la fermeture des écoles due à la pandémie signifie que beaucoup d'enfants et d'adolescents n'en reprendront probablement jamais le chemin dans les pays du tiers-monde (8). Ils seront donc exposés à des niveaux accrus de violence familiale, et les filles à des risques élevés de grossesse précoce. Le même rapport estime que le «grand confinement» pourrait réduire d'un tiers les progrès effectués dans l'élimination de la violence de genre à l'horizon 2030, et causer 13 millions de mariages d'enfants supplémentaires au cours de la prochaine décennie.

«Ce n'est pas inévitable. Cela peut être prévenu avec de l'argent et du volontarisme de la part des nations les plus riches, affirme M. Lowcock. Nous estimons le coût de la protection des 10% les plus pauvres contre les pires effets de la pandémie et de la

récession à 90 milliards de dollars — soit moins de 1% du plan de relance que les pays riches ont mis en place pour protéger leurs économies.» En effet, selon le FMI, le montant total des plans de relance annoncés dans le monde atteignait 11 700 milliards de dollars en septembre, soit 12% du produit intérieur brut (PIB) mondial, dont la plus grande partie dans les pays à revenu élevé (9). Le niveau global de la dette publique réelle de ces pays a maintenant dépassé 120% du PIB — un niveau qui n'a été atteint qu'une fois auparavant dans l'histoire du capitalisme : à la fin de la seconde guerre mondiale. Or, selon l'OIT, 937 milliards de dollars permettraient de pallier les pertes d'emploi des pays à revenu intermédiaire inférieur, et 45 milliards suffiraient pour les pays à faible revenu, soit un total de 982 milliards de dollars pour un ensemble d'États qui regroupent la grande majorité de la population mondiale.

Modeste si on la compare aux mesures prises par les États les plus riches, l'aide requise pour les pays pauvres est aussi urgente. Trois chercheurs du FMI ont mis en garde contre les effets à long terme de la crise sur les pays à faible revenu. Ils emploient le terme *scarring* (littéralement, «laisser des cicatrices»), qui désigne une perte permanente de capacité productive. *«Le scarring a été le legs des pandémies précédentes : une mortalité [plus forte]; une détérioration de la santé et de l'éducation qui diminue les revenus futurs; un tarissement de l'épargne et des avoirs qui impose la fermeture d'entreprises — surtout les petites entreprises sans accès au crédit — et cause des perturbations irrattrapables dans la production; et un surendettement qui grève les prêts au secteur privé. Ainsi, après l'épidémie de maladie à virus Ebola, en 2013, l'économie de la Sierra Leone n'a jamais retrouvé sa voie de croissance antérieure à la crise (10). »*

Pays le plus peuplé du tiers-monde, l'Inde est aussi l'un des plus affectés par le « grand confinement». Son PIB a chuté de près d'un quart (23,9%) au second trimestre 2020. Ce qui a porté un coup dur à son «*ambition de devenir une puissance mondiale, de sortir de la pauvreté et de moderniser ses forces armées*», explique le chef du bureau du *New York Times* à New Delhi, Jeffrey Gettleman. La gestion erratique du premier ministre d'extrême droite, M. Narendra Modi, y a beaucoup contribué, montrant les risques qu'il peut y avoir à reproduire à l'identique des mesures prises dans des pays aux caractéristiques sociales et démographiques fort différentes.

«Le 24 mars, à 20 heures, raconte Gettleman, après avoir ordonné à tous les Indiens de rester confinés, M. Modi a fermé l'économie — bureaux, usines, routes, trains, frontières entre États [de l'Union indienne], presque tout — avec quatre heures de préavis. Des dizaines de millions d'Indiens ont instantanément perdu leur emploi. Beaucoup travaillaient dans des usines, sur des sites de construction ou comme employés de maison en ville, mais étaient des migrants de l'Inde rurale. Craignant de mourir de faim dans les bidonvilles, des millions d'entre eux ont quitté les centres urbains à pied, à bicyclette ou en auto-stop, cherchant désespérément à regagner leurs villages; une migration épique, de la ville vers la campagne, à rebours du sens habituel, que l'Inde n'avait jamais connue, qui a propagé le coronavirus dans chaque recoin de ce pays de 1,3 milliard d'habitants (11).»

Même la classe moyenne indienne n'est pas épargnée, avec 6,6 millions de « cols blancs » réduits au chômage et une hausse du taux de suicide parmi les cadres et au sein des professions libérales (12). Le gouvernement de M. Modi a répondu à cette crise colossale par un plan de relance de... 10 milliards de dollars, annoncé le 12 octobre — à comparer avec les 2 000 milliards de dollars du plan adopté en mars aux États-Unis, quatre fois moins peuplés.

Le 6 octobre, la directrice générale du FMI, Mme Kristalina Georgieva, s'est félicitée de ce que des mesures exceptionnelles aient permis à l'économie mondiale de résister mieux que prévu à l'impact du « grand confinement ». Si le pire a pu être évité jusqu'ici, a-t-elle estimé, *« c'est en grande partie grâce aux mesures exceptionnelles qui ont empêché l'économie mondiale de s'effondrer. Les pouvoirs publics ont versé environ 12 000 milliards de dollars d'aide budgétaire aux ménages et aux entreprises. Et des mesures de politique monétaire sans précédent ont maintenu le flux du crédit, aidant des millions d'entreprises à rester à flot (13) »*. La directrice du FMI s'est toutefois empressée d'ajouter : *« Mais certains ont pu faire plus que d'autres. Les pays avancés ont fait tout ce qu'il fallait. Les pays plus pauvres cherchent à faire leur possible. »*

Son diagnostic pour les pays du tiers-monde : *« Les pays émergents, ainsi que les pays à faible revenu et les pays fragiles, restent dans une situation précaire. Ils ont des systèmes de santé moins performants. Ils sont très exposés aux secteurs les plus touchés, tels le tourisme et l'exportation de produits de base. Et ils sont très dépendants des financements extérieurs. L'abondance des liquidités et le bas niveau des taux d'intérêt ont aidé bon nombre de pays émergents à emprunter de nouveau — mais aucun pays d'Afrique subsaharienne n'a émis de dette extérieure depuis mars. »*

C'est en effet le continent africain qui, encore une fois, est le plus durement touché. Selon la Banque africaine de développement (BAD), la contraction projetée de la croissance en 2020 devrait coûter à l'Afrique des pertes allant de 145 à 190 milliards de dollars par rapport aux 2 590 milliards de PIB prévus avant la pandémie (14). La BAD estime que l'année 2021 pourrait elle-même se solder par un manque à gagner de 28 à 47 milliards par rapport aux prévisions antérieures. Particulièrement vulnérables, les États *« lourdement endettés et dont l'économie repose en grande partie sur des apports financiers internationaux devenus volatils »*.

Ces derniers se sont en fait considérablement atrophiés. Outre les effets mondiaux du « grand confinement » sur ses propres économies, l'ensemble du tiers-monde subit de plein fouet les effets dérivés de la crise qui affecte les pays riches. En particulier la chute brutale des flux monétaires et des investissements à destination des pays en développement, dont, au premier chef, les envois de fonds des travailleurs immigrés. L'un des effets de la mondialisation, sous le double rapport de la circulation des personnes et de l'argent, est que ces envois — appelés « remises migratoires » — ont crû de façon soutenue depuis le tournant du siècle. Atteignant un montant record de 554 milliards de dollars en 2019, ils ont dépassé pour la première fois les investissements directs étrangers (IDE), lesquels ont constamment décliné dans les

pays en développement au cours de la décennie après avoir culminé à plus de 700 milliards de dollars (15). Par ailleurs, depuis le tournant du siècle, les remises migratoires ont toujours dépassé tant les flux d'investissements privés de portefeuille en emprunts et actions vers les pays du tiers-monde que l'aide publique au développement — très largement, même, dans le cas de cette dernière, bien qu'elle ait atteint son record absolu en 2019, avec 152,8 milliards de dollars (16).

Une dette de plus en plus lourde

La contribution des travailleurs expatriés avoisine ou dépasse les 10 % du PIB pour de nombreux États africains, comme le Sénégal, le Zimbabwe et le Soudan du Sud (plus de 34% pour ce dernier pays); pour les ex-républiques soviétiques du Caucase et d'Asie centrale dépourvues de richesses en hydrocarbures (près de 30% pour le Kirghizstan et le Tadjikistan); pour la Jordanie, le Yémen, le Liban et les territoires palestiniens, au Proche-Orient; pour le Népal (27%), suivi par le Pakistan et le Sri Lanka (près de 8% chacun), en Asie du Sud; pour les Philippines en Asie orientale et pour plusieurs États d'Amérique centrale, dont le Salvador et le Honduras (plus de 20%) et Haïti (37%) (17).

Or la Banque mondiale prévoit qu'en 2020 les envois de fonds vers les pays en développement vont baisser de 20%, soit de plus de 110 milliards de dollars, du fait que les immigrés sont les plus touchés par les licenciements et les réductions de salaire. Par ailleurs, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) estime que les IDE à destination des pays d'Afrique auront chuté de 25 à 40% en 2020, après avoir déjà accusé une baisse de 10% en 2019 (18). Pour les pays en développement d'Asie, particulièrement sensibles à la perturbation des chaînes mondiales d'approvisionnement, la baisse des IDE devrait atteindre 30 à 45%, et jusqu'à 50% pour l'Amérique latine.

À tout cela s'ajoute le problème croissant de la dette. Ses remboursements par les pays en développement ont atteint leur plus haut niveau depuis le début du siècle (19). En moyenne, ils devraient représenter 14,3% du revenu des États concernés en 2020, contre 6,7% en 2010. Mais beaucoup font face à des situations dramatiques, tels le Gabon, dont les remboursements absorbent 59,5% du total des recettes publiques, le Ghana (50,2%), l'Angola (46%) ou le Pakistan (35%). Cinquante-deux États consacrent plus de 15% de leurs recettes à ce remboursement, contre 31 en 2018, 27 en 2017, 22 en 2015...

Face à cette situation d'urgence, les décideurs financiers internationaux multiplient les déclarations de bonnes intentions, affirmant la nécessité d'alléger la dette des pays du tiers-monde compte tenu de la pandémie. Parmi eux, le président de la Banque mondiale, M. David Malpass, ou son économiste en chef, Carmen Reinhart, qui préconise des annulations de dettes pour permettre aux pays en développement d'en contracter de nouvelles (20). Mais la réalité est moins reluisante, ainsi que l'explique le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) : *«À la suite de la pandémie, les pays du G20 ont accordé un moratoire sur les remboursements de la part bilatérale de la dette pour la période allant de mai à décembre 2020. (...) Si 73 pays ont été retenus,*

en réalité, seuls 42 ont trouvé un accord avec le Club de Paris (21).» Pourquoi si peu? L'une des explications serait le «chantage des créanciers privés et des agences de notation». Ceux-ci ont «indiqué que les pays introduisant des demandes de moratoire prenaient le risque de voir leur note rétrogradée par les agences de notation et de se voir couper l'accès aux marchés financiers». En somme, «ces pays vont se retrouver à rembourser une somme supérieure avec moins de ressources» (22).

Acculés par la crise, les pays du tiers-monde demandent un plus grand allègement de leur dette (23). La révolte gronde. Dans un article publié par le *Financial Times*, le ministre des finances ghanéen, M. Ken Ofori-Atta, a appelé les États africains à «prendre les devants en établissant un secrétariat afin de coordonner les divers groupes d'intérêts et centres de pouvoir dans le but de proposer une restructuration de l'architecture financière mondiale», afin de l'adapter «aux besoins de l'Afrique et des autres pays en développement au moment où nous devons gérer la reprise post-Covid-19» (24). D'autres, tel l'universitaire philippin de gauche Walden Bello, plaident pour que les pays du tiers-monde sortent collectivement des deux institutions fondamentales de l'architecture financière mondiale que sont le FMI et la Banque mondiale (25).

Au bout du compte, le «grand confinement», en confortant la position subordonnée du tiers-monde au sein du système politico-économique du marché mondial, aura éloigné davantage l'espoir qu'il puisse en sortir sans rompre avec la logique néolibérale, dont l'inadéquation est de plus en plus flagrante avec les besoins d'une humanité confrontée à la catastrophe.

Gilbert Achcar

Professeur en études du développement à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'université de Londres.

(1) Sarah Kliff, «How much would Trump's coronavirus treatment cost most Americans?», *The New York Times*, 7 octobre 2020.

(2) «The great lockdown», *World Economic Outlook*, FMI, Washington, DC, avril 2020.

- (3) «ILO Monitor : Covid-19 and the world of work. Sixth edition », OIT, Genève, 23 septembre 2020.
- (4) «Reversals of fortune — Poverty and shared prosperity 2020 », Banque mondiale, Washington, DC, 2020.
- (5) «From containment to recovery : Economic update for East Asia and the Pacific », Banque mondiale, octobre 2020.
- (6) «Global humanitarian response plan : Covid 19 (April-December 2020) », OCHA, Genève, juillet 2020.
- (7) «Rapport du secrétaire général sur l'activité de l'Organisation — 2020 », ONU, New York, 2020.
- (8) «Protect the progress : Rise, refocus, recover », OMS et Unicef, Genève, 2020.
- (9) «Fiscal monitor : Policies for the recovery », FMI, octobre 2020.
- (10) Daniel Gurara, Stefania Fabrizio et Johannes Wiegand, «Covid-19 : Without help, low-income developing countries risk a lost decade », IMFBlog, 27 août 2020.
- (11) Jeffrey Gettleman, «Coronavirus crisis shatters India's big dreams », *The New York Times*, 5 septembre 2020.
- (12) Stephanie Findlay, «Suicides rise after virus puts squeeze on India's middle class », *Financial Times*, Londres, 6 octobre 2020.
- (13) Kristalina Georgieva, «La longue ascension : surmonter la crise et bâtir une économie plus résiliente », FMI, 6 octobre 2020.
- (14) «Perspectives économiques en Afrique 2020 » (PDF), BAD, Abidjan, 30 janvier 2020.
- (15) «Covid-19 crisis through a migration lens », *Migration and Development Brief*, n° 32, Banque mondiale et Partenariat mondial pour la connaissance sur les migrations et le développement (Knomad), Washington, DC, avril 2020.
- (16) «ODA 2019 preliminary data » (PDF), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- (17) «Covid-19 crisis through a migration lens », *op. cit.*
- (18) «World investment report 2020 : International production beyond the pandemic », Cnuccd, Genève, 2020.
- (19) «Debt data portal », Jubilee Debt Campaign. Lire aussi «Faut-il payer la dette? », *Manière de voir*, n° 173, octobre-novembre 2020 (en kiosques).

(20) Larry Elliott, «World Bank : Covid-19 pushes poorer nations “from recession to depression”», *The Guardian*, Londres, 19 août 2020, et Jonathan Wheatley, «Borrow to fight economic impact of pandemic, says World Bank’s chief economist», *Financial Times*, 8 octobre 2020.

(21) Le Club de Paris est un groupe de créanciers publics comprenant la plupart des membres de l’OCDE ainsi que le Brésil et la Russie.

(22) Éric Toussaint et Milan Rivié, «Les pays en développement pris dans l’étau de la dette», CADTM, Liège, 6 octobre 2020.

(23) Jonathan Wheatley, David Pilling et Andres Schipani, «Emerging economies plead for more ambitious debt relief programmes», *Financial Times*, 12 octobre 2020.

(24) Ken Ofori-Atta, «Ghanaian finance minister : Africa deserves more Covid help», *Financial Times*, 12 octobre 2020.

(25) Walden Bello, «The Bretton Woods twins in the era of Covid-19 : Time for an exit strategy for the global south?», Focus on the Global South, Bangkok, 10 octobre 2020.